

Liminaire du Comité Social d'Administration Local (CSAL) du 16 novembre 2023

L'autre jour, quelqu'un m'a demandé ce qu'était un CSAL et à quoi cela servait.

Avant de lui répondre, j'ai réfléchi intérieurement au sens de la chose. C'est toujours intéressant, et nous voulions vous livrer cette réflexion.

C'est vrai, un CSAL mobilise beaucoup de monde et d'énergie, pour sa préparation, le temps de réunion, le rendu des débats. Il faut donc qu'il y ait un sens fort à s'y engager.

Tout d'abord, il nous semble qu'un CSAL devrait commencer avant que l'administration ait déjà tranché sur un projet. C'est tout le sens du dialogue social : tel ou tel projet va-t-il constituer une avancée ou un recul ? Cette question n'est jamais abordée ici.

Au contraire, malheureusement, le comité ne fait qu'examiner des projets déjà décidés par l'administration. Certes, nous obtenons, au prix de combats acharnés, des avancées parfois non négligeables pour le quotidien des agents.

Mais l'essence d'un projet, les progrès qu'il devrait engendrer pour les usagers, les agents, ces sujets ne sont jamais évoqués car les volontés de réforme abordées ici sont portées à notre connaissance de manière partielle et surtout très tardive.

La flamme du dialogue social s'éteint alors, avant même d'avoir pu éclairer les débats.

Ce CSAL de rentrée aurait dû être l'occasion d'évoquer le sens des stratégies à

tenir, en lien avec tous les acteurs. De réfléchir ensemble à la possibilité d'améliorer nos capacités, plutôt que, comme le fait l'État depuis de nombreuses années, désertifier nos services.

Or, comme d'habitude, nous discutons de projets déjà quasiment finalisés par l'administration.

Comme d'habitude, nous avons reçu les documents à la dernière minute du délai prévu par les textes.

Comme d'habitude, les circonstances n'ont pas été prises en compte : « les chiffres inquiétants » (pour reprendre vos propres termes) du Rapport Social Unique, auxquels vous n'avez apporté aucune réponse, le fait que les vacances scolaires aient lieu entre l'envoi des documents afférant au CSAL et à sa tenue.

La politique de l'autruche n'a pas sa place dans un CSAL.

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé de boycotter la première convocation.